

SERVIR LA PAIX DANS LE RESPECT DES CULTURES

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

La place de la France dans le monde lui donne un rôle significatif dans la vie internationale. On compte sur ses vues généreuses et réalistes pour contribuer à apaiser les tensions, promouvoir la justice, affermir la paix, développer avec les pays du tiers-monde une coopération particulièrement utile, dans l'honneur et l'équité.

JEAN PAUL II, Discours d'arrivée en France, 1986.

LA POLITIQUE ETRANGERE n'est pas appelée à être un thème de débat dans les campagnes électorales de 2007. Elle préoccupe peu les Français. Selon les sondages d'opinion, 4 % d'entre eux seulement considèrent que la place de la France dans le monde sera un critère important de vote.

On peut interpréter une indifférence aussi massive comme une répugnance envers un sujet qui apparaît à l'électeur comme lointain, complexe et sans conséquences pratiques sur sa vie des années à venir. Mais un tel jugement ne recouvre qu'une part de la réalité. Il faut reconnaître aussi que la politique étrangère de la France, telle qu'elle est conduite depuis la chute du Mur de Berlin, recueille une acceptation, sinon une approbation quasi générales. On l'a vu dans des épreuves de vérité, comme l'invasion de l'Irak par les États-Unis ou la guerre au Liban. Si les candidats à l'élection présidentielle ne s'écartent pas des principes fixés par leurs prédécesseurs, ils n'auront pas à justifier leurs choix devant l'opinion publique.

Les électeurs catholiques ont une raison de plus à ne pas réclamer une réorientation de notre politique étrangère : elle ne s'oppose pas aux règles que les papes proclament nécessaires pour les relations entre les peuples aujourd'hui. Notre engagement dans les affaires du monde n'attire pas les critiques du Vatican. Il en reçoit au contraire de discrets encouragements. Si les candidats à l'élection présidentielle n'annoncent aucun changement fondamental, les électeurs catholiques ne se sentiront guère obligés de scruter leurs déclarations .

Pour autant, les efforts de la France en faveur de la paix et la prospérité universelles sont susceptibles de certaines dérives, qu'il convient de prévenir en s'assurant qu'elle demeure fidèle aux orientations historiques de sa politique étrangère :

- Distinguer bonne et mauvaise mondialisation,
- Respecter les cultures et la liberté religieuse,
- Moraliser les organisations internationales,

- Engager nos forces armées avec sagesse.

1/ Distinguer bonne et mauvaise mondialisation

Le premier sujet à regarder de près est celui de la mondialisation économique. L'Église ne partage pas le jugement tranchant des hommes politiques qui la condamnent. Elle ne rejoint pas non plus ses partisans inconditionnels. Elle l'approuve et l'appuie dans la mesure où mondialisation signifie échange accru entre les nations et émulation entre les travailleurs du monde entier.

Mais elle critique sévèrement les inacceptables inégalités de richesse qu'elle suscite entre les peuples. Benoît XVI demande, comme son prédécesseur, que la dette des pays les plus pauvres envers les nations opulentes soit effacée, que ces derniers accordent au moins 0,7 % de leur produit intérieur brut au développement des démunis et que les effets pervers de la mondialisation fassent l'objet d'une réflexion et d'une action globales. Nos candidats à l'élection présidentielle annonceront-ils l'effort français sur ces points précis ?

[Fin de l'extrait] ...

Pour lire le texte complet, commandez le Guide de l'électeur chrétien 2007 (Liberté politique n° 36) en [cliquant ici](#)

Nous vous remercions de votre confiance et de votre compréhension.